



Organisation
des Nations Unies
pour l'éducation,
la science et la culture



Objectifs de
développement
durable

IFEF



Institut de la Francophonie
pour l'éducation et la formation

Atelier de renforcement des capacités sur la prévention de l'extrémisme violent par l'éducation en Afrique de l'Ouest et dans le Sahel

RAPPORT FINAL

En collaboration avec



United Nations
Educational, Scientific and
Cultural Organization
국제연합
교육과학문화기구

APCEIU

Asia-Pacific Centre of
Education for International Understanding
under the auspices of UNESCO
유네스코 아시아태평양 국제이해교육원

CONTEXTE

Il est de plus en plus important de prévenir l'extrémisme violent par l'éducation (PEV-E), comme en témoigne la décision du Conseil exécutif de l'UNESCO en 2015, dans laquelle les États membres ont exprimé leur engagement collectif envers la PEV-E et ont demandé à l'UNESCO de soutenir le renforcement des capacités des principales parties prenantes (Décision 197 EX/46), ainsi que la Résolution A/70/L.55 de l'Assemblée générale des Nations Unies du 1er juillet 2016 intitulée « Examen de la Stratégie antiterroriste mondiale des Nations Unies » et le Plan d'action pour la prévention de l'extrémisme violent émis par le Secrétaire Général des NU en 2015.

L'UNESCO œuvre dans le domaine de la PEV-E en s'inspirant de son engagement de longue date en faveur de la paix et de l'éducation aux droits de l'homme et, plus récemment, à l'éducation à la citoyenneté mondiale (ECM) qui vise à favoriser le respect de tous, à renforcer le sentiment d'appartenance à une humanité commune et à aider les apprenants à devenir des citoyens mondiaux responsables et actifs.

Le travail de l'UNESCO comprend l'élaboration de ressources éducatives telles que (i) un Guide du personnel enseignant pour la gestion des discussions en classe dans le cadre de la prévention de l'extrémisme violent (PEV); (ii) un Guide sur la PEV pour les décideurs de l'éducation, afin de soutenir les efforts nationaux visant à intégrer l'ECM dans leurs systèmes éducatifs ; (iii) une plateforme d'échange d'informations sur l'ECM, y compris les ressources pertinentes à la PEV-E, hébergée par le Centre Asie-Pacifique d'éducation pour la compréhension internationale sous les auspices de l'UNESCO (APCEIU).

La Secrétaire Générale de la Francophonie, Madame Michaëlle Jean, accorde une attention particulière à la lutte contre la radicalisation et à la prévention de l'extrémisme violent par l'Éducation. C'est ainsi que l'Organisation Internationale de la Francophonie (OIF) œuvre en faveur de l'association des efforts des organisations partenaires pour combattre ce fléau.

Dans le cadre de sa programmation, une des priorités de l'OIF a été d'intégrer de manière transversale la lutte contre la radicalisation et la prévention de l'extrémisme violent dans tous les programmes afin d'assurer un impact durable au sein des États membres pour garantir une paix durable, y compris dans le cadre de la plateforme « Libres ensemble », lancée pour permettre aux jeunes de s'exprimer sur la citoyenneté, la liberté, la diversité, le vivre ensemble, par le biais des médias sociaux, de l'éducation, des activités culturelles, économiques et artistiques.

L'OIF a produit à travers son Centre Régional Francophone pour l'Europe Centrale et Orientale (CREFECO) des fiches pédagogiques pour sensibiliser sur les droits humains par le biais de la diversité, la compréhension et l'éducation. Il s'agit à travers ces fiches de faire participer la communauté scolaire à l'initiative « Libres ensemble » et encourager l'empathie envers les groupes et les individus défavorisés et isolés.

Ces ressources ont été présentées aux États membres et experts de toutes les régions à l'occasion de la Conférence internationale sur la Prévention de l'extrémisme violent par l'éducation : Agir (New Delhi, septembre 2016), organisée avec l'Institut Mahatma Gandhi de l'UNESCO pour l'éducation pour la paix et le développement durable (MGIEP).

Ainsi, dans le prolongement des conclusions de la Conférence internationale organisée à Paris en juin 2016 sur la lutte contre le terrorisme et la prévention de la radicalisation violente, l'OIF conforte ses actions dans le domaine de la PEV- E dans l'espace francophone.

Cet atelier est organisé sur la base d'un partenariat de longue date entre l'UNESCO et l'OIF, qui renforce son action sur la PEV. L'atelier régional de renforcement des capacités sur la prévention de l'extrémisme

violent par l'éducation a utilisé principalement des matériels de l'UNESCO et ceux à l'intention des jeunes promus par l'OIF. Cet atelier a fait suite à une initiative similaire pour les parties prenantes de l'éducation de l'Afrique de l'Est et australe organisée à Addis-Abeba, en février 2017, par l'UNESCO, à travers son Institut international pour le renforcement des capacités en Afrique (IICBA).

Atelier de renforcement des capacités sur la prévention de l'extrémisme violent en Afrique de l'Ouest et dans le Sahel

L'atelier a été organisé en étroite collaboration avec IICBA et APCEIU du 09 au 11 Mai 2017 à Dakar. Les pays suivants ont participé à la rencontre : Côte d'Ivoire, Cameroun, Gambie, Guinée Bissau, Libéria, Mali, Mauritanie, Niger, Sénégal, Sierra Leone.

OBJECTIFS DE L'ATELIER

L'atelier a eu pour objectif général d'orienter les pays de l'Afrique de l'Ouest et du Sahel vers la Prévention de l'Extrémisme Violent (PEV). Ceci inclut la familiarisation avec les questions clés, les défis, les opportunités identifiées pour mettre en œuvre et stimuler davantage la mise en œuvre de la stratégie de PEV au niveau des pays.

L'atelier a visé les objectifs spécifiques de :

- Établir une compréhension commune des concepts clés et des domaines d'intervention prioritaires en ce qui concerne la politique de l'éducation, les programmes d'enseignement et la formation des enseignants dans les pays de l'Afrique de l'Ouest et du Sahel;
- Promouvoir des politiques, des programmes d'enseignement et des approches pédagogiques qui aident à bâtir la résilience des apprenants à l'extrémisme violent et à entretenir une culture de la paix ;
- Créer un réseau de décideurs et de formateurs d'enseignants pour faciliter le partage et la mutualisation continus d'expériences, de leçons et de bonnes pratiques dans la région.

La cérémonie d'ouverture s'est déroulée en présence du Directeur de la Francophonie, du Directeur du bureau Régional de l'UNESCO à Dakar, du Directeur du bureau Régional de l'OIF, du Représentant Adjoint du Secrétaire Général et Chef du Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel (UNOWAS) et du Représentant de l'Initiative nationale de prévention de la radicalisation et de l'extrémisme violent chez les jeunes (INPREV) au nom des jeunes.

Suite à l'ouverture de l'atelier, et après avoir procédé par la présentation des objectifs et l'évaluation des attentes des participants, les travaux se sont déroulés pendant trois jours avec des sessions plénières et de travaux en ateliers. Ces derniers s'articulent autour de cinq étapes : (1) le contexte, (2) la clarification conceptuelle, (3) les outils développés, (4) les domaines d'action et (5) la mise en pratique.

1. CONTEXTE DE LA PRÉVENTION DE L'EXTRÉMISME VIOLENT AUX NIVEAUX MONDIAL ET RÉGIONAL.

L'atelier a permis de comprendre les contextes mondiaux et régionaux qui ont abouti aux Résolutions et Décisions sur la PEV adoptées par les NU sur les mécanismes et stratégies régionaux.

La présentation de l'UNESCO Dakar a porté sur les normes et instruments normatifs des Nations Unies, de l'UNESCO et de la Communauté Économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO). Elle a tourné autour de la Stratégie Antiterroriste Mondiale des Nations Unies en 2006 et qui a conduit à la création du centre antiterroriste des Nations Unies en 2011, afin de promouvoir la coopération internationale en la matière. Toujours au plan international, le Plan d'action du secrétariat Général des Nations Unies pour la prévention de l'extrémisme violent a été adopté en 2016 où cette dernière a occupé une place importante. Dans ce domaine, l'UNESCO est appelée à faire avancer les connaissances, les compétences et les valeurs conformément aux Objectifs de Développement Durable 4 et 16.

Au niveau du Sahel les crises humanitaires récurrentes, l'instabilité politique dans la plupart des pays a amené à la mise en place d'une Stratégie intégrée des Nations Unies pour le Sahel autour de trois piliers qui sont la gouvernance, la sécurité et la résilience. L'UNESCO compte contribuer au plan d'action dans les domaines de l'éducation, du développement des compétences, de l'autonomisation des femmes, de l'égalité entre les sexes et de la promotion des technologies de l'information et de la communication. En guise d'illustration, un Manuel de référence de la CEDEAO sur l'éducation à la culture de la paix, aux droits humains, à la citoyenneté, à la démocratie et à l'intégration régionale a été développé pour les formateurs de formateurs. Ce manuel traduit en une trentaine de langues dont les trois langues officielles (anglais, français et portugais), dispose de cours d'autoformation en ligne (www.educationalapaix-ao.org) et permet de favoriser le dialogue, la tolérance, la culture de la paix et le respect mutuel dans la zone CEDEAO.

La présentation de l'UNOWAS a abordé la situation de la paix et de la sécurité en Afrique de l'Ouest et dans le Sahel caractérisée par l'instabilité, la radicalisation et le terrorisme situés essentiellement dans 4 zones de fragilité accrue qui sont :

- Le Golfe de Guinée : de la Mauritanie jusqu'en Angola ;
- Le Bassin du lac Tchad : Niger, Tchad, Cameroun et Nigeria ;
- Le Bassin du fleuve Mano : Côte d'Ivoire, Libéria, Guinée et Sierra Leone ;
- Le Sahel : Mauritanie, Mali et Niger.

Cette situation montre que sur les 16 pays de l'Afrique de l'Ouest et du Sahel, six sont dans une situation à haut risque d'instabilité politique, de tensions sociales ou d'insécurité.

Les stratégies et les initiatives d'intervention de l'UNOWAS reposent sur la stratégie intégrée des Nations Unies pour le Sahel, les plans d'action régionaux (G5 Sahel et CEDEAO).

L'ONUDC a mis en exergue dans sa présentation les réponses régionales à la radicalisation et à l'extrémisme violent à travers le soutien aux réformes législatives et l'échange de pratiques prometteuses entre les pays d'Afrique de l'ouest. La justice pénale est au cœur de l'intervention de l'ONUDC qui se résume en trois piliers : recherche, travail normatif et praticiens.

Les discussions ont montré que l'état central est dans la plupart des cas absent et que la lutte contre le terrorisme et la Prévention de l'Extrémisme Violent (PEV) ne constitue pas une réponse mais plutôt une volonté de trouver des stratégies d'atténuation.

Les principales recommandations issues des débats peuvent être résumées en quatre points :

- Le renforcement de la solidarité internationale illustrée par l'engagement fort des agences des Nations Unies caractérisé par des approches diversifiées ;
- Le contexte sous-régional compliqué et complexe surtout dans des zones d'instabilité politique, subissant des aléas climatiques, évoluant dans un environnement conflictuel et une absence ou un éloignement des autorités étatiques de la localité, nécessite davantage leur prise en compte par leurs gouvernements et la présence de leurs autorités étatiques. La situation dans le Golfe de Guinée, le Lac Tchad et le fleuve Mano en constitue une parfaite illustration ;

- Une meilleure prise en compte des réponses régionales à apporter à caractère multiple pour une gestion efficace de la PEV sur les dimensions économique, sociale, éducative et culturelle, etc ;
- Développement d'une stratégie de convergence des diversités à travers des réponses régionales multidimensionnelles pour une meilleure efficacité.

2. COMPRENDRE L'EXTRÉMISME VIOLENT ET LE ROLE DE L'ÉDUCATION

L'atelier a permis la clarification et la discussion sur certains concepts clés : extrémisme, extrémisme violent, terrorisme et radicalisation. Ces concepts ne sont pas des définitions exactes dues essentiellement à l'utilisation interchangeable des termes et au contexte. D'une manière consensuelle les concepts peuvent être définis ainsi :

- L'extrémisme est un phénomène par lequel une personne ou un groupe adopte un positionnement (politique, culturel, social, religieux ou identitaire) extrême en comparaison du spectre habituel d'une société ;
- L'extrémisme violent est un phénomène par lequel une personne ou un groupe adopte un positionnement (politique, culturel, social, religieux ou identitaire) extrême en comparaison du spectre habituel d'une société et qui fait usage de moyens violents pour le défendre ou le faire valoir ;
- Le terrorisme vise à semer la terreur parmi la population, un groupe de personnes ou chez des particuliers, d'intimider une population ou de contraindre un gouvernement ou une organisation internationale à accomplir un acte ou à s'abstenir de le faire ;
- La radicalisation est un processus par lequel une personne adopte des opinions et légitime des pratiques extrêmes incluant le recours à la violence ; processus d'adhésion à la violence pour des raisons idéologiques.

Des stratégies de prévention et de déradicalisation sont mises en place afin de favoriser le désengagement et la réinsertion sociale. La prévention touche trois niveaux : toute la population (primaire), les individus à risque de basculer dans une dynamique de radicalisation (secondaire) et enfin le rétablissement des individus radicalisés (tertiaire).

La série de présentation qui a suivi, a porté sur les causes et les effets de l'extrémisme violent (EV) en Afrique de l'Ouest et dans le Sahel par l'Institut d'Etudes de Sécurité, l'institut Timbuktu et Interpeace. Des témoignages aux profils et trajectoires différents conduisant aux violences et à la radicalisation sont mis en exergue dans les différentes présentations. Le résultat des différentes études a montré une crise éducative due à une dualité des systèmes éducatifs dans les différents pays, le faible impact de l'éducation familiale, la pauvreté, l'absence des services sociaux de base (écoles, hôpitaux, etc.), le choc des différents courants religieux.

Les recommandations issues des discussions ont prôné une présence de l'état central auprès des cibles isolées, une adaptation de l'école face aux besoins contextuels avec l'implication des communautés, une implication des religieux comme solution dans la prévention et une nécessité de développer des stratégies multi-acteurs.

3. PRINCIPALES MESURES ÉDUCATIVES POUR UN ENGAGEMENT EFFICACE

L'UNESCO a présenté le Guide pour les décideurs sur la prévention de l'extrémisme violent par l'éducation. Le Guide vise plus particulièrement à aider les responsables de l'élaboration des politiques au sein des ministères de l'éducation, à fixer des priorités, à planifier et mettre en œuvre des mesures préventives concrètes pour une édification de sociétés pacifiques et enfin à une plus grande cohésion sociale, au moyen d'une éducation de qualité pertinente et équitable. Il devrait aider les enseignants à

gérer les débats en classe sur le thème de la prévention de l'extrémisme violent et de la radicalisation, dans le but de créer une atmosphère en classe plus propice à l'intégration, au dialogue respectueux, à la libre discussion et à la réflexion critique. Le guide intègre deux parties principales : les domaines d'action et les modalités de mise en œuvre.

L'OIF a présenté l'initiative « Libres Ensemble », qui est un mouvement de mobilisation citoyenne et qui invite toute la jeunesse à s'exprimer sur le thème du Vivre ensemble à travers une plateforme d'expression, d'éducation, de promotion de projets et de partage de bonnes pratiques pour le vivre ensemble. Cette boîte à outils a été créée en décembre 2016 et a atteint plus de 3.600.000 personnes. A travers les réseaux sociaux notamment Facebook, plus de 101.000 abonnés ont fait entendre leur voix en partageant un message de liberté, de diversité, de solidarité, de fraternité et de paix. Des fiches pédagogiques développées pour les apprenants et les enseignants, testées essentiellement dans 6 pays de l'Europe centrale et orientale sont destinées à l'éducation formelle. Enfin, ces fiches visent à sensibiliser aux droits humains par le biais de la diversité, la compréhension, l'éducation, à faire participer la communauté scolaire à l'initiative « Libres ensemble » et à encourager l'empathie envers les groupes et les individus défavorisés et isolés.

Les conclusions et la synthèse des différentes présentations sont centrés sur la préparation des jeunes à affronter les réalités. Sur la base du plan d'action du Secrétaire Général des Nations Unies, la prévention contre l'EV par l'éducation a tenu sa place dans l'intervention des organisations internationales en devenant une priorité, en y occupant une place centrale et en renforçant la résilience. La mission de l'UNESCO a mené un rôle de soutien et d'accompagnement aux états et c'est aussi à ce même titre que l'initiative de l'OIF sur le Libre ensemble s'inscrit. Ainsi, il appartient aux pays de s'approprier les outils développés en fonction de leurs besoins, leurs contraintes et leurs réalités afin de les adapter et de les développer aux supports adéquats : la transposition en contenu pédagogique éducative et en activités extrascolaires. Les outils donnent des orientations, des stratégies pédagogiques constituent des outils d'alerte sur les problèmes qui pourraient subvenir au niveau de la jeunesse.

4. APPROCHES ET PRATIQUES ÉDUCATIVES NOVATRICES

L'atelier a permis d'échanger sur les « facteurs de réussites » considérés comme des initiatives sur des possibilités de porter à l'échelle plus importante les approches efficaces en cours.

L'APCEIU a présenté ses initiatives sur l'Éducation à la citoyenneté mondiale (ECM) et sur ses préoccupations sur l'extrémisme violent en Asie engendrées par la croissance des événements suivants :

- Attaques terroristes de groupes extrémistes religieux en Asie de l'Ouest, Asie du Sud-Est, etc ;
- Les jeunes se joignent à des groupes extrémistes en Asie centrale, Australie, etc ;
- La violence faites aux filles et aux femmes ;
- La violence scolaire ;
- L'accroissement des suicides des étudiants.

Le Bureau de Québec à Dakar a dans sa présentation mis l'accent sur le contexte de l'extrémisme violent au Québec ensuite sur le dispositif mis en place par le gouvernement québécois pour lutter contre la radicalisation et prévenir l'extrémisme violent intitulé « Plan d'action gouvernemental 2015-2018, la radicalisation au Québec, agir, prévenir, détecter et vivre ensemble ». Puis enfin sur les outils et méthodes qui ont été élaborés notamment :

- un espace sectoriel d'échange et de travail sur le dépistage de la PEV pouvant mener à la violence ;
- des outils de prévention nécessaires à la sensibilisation des jeunes à l'usage éthique et responsable des TIC ;

- La formation continue du personnel scolaire par la formation de la prévention de la radicalisation ;
- des mesures de soutien psychologique ;
- des activités de dépistage et de dimensions menant à la violence et contre la xénophobie au niveau des collègues ;
- un guide à l'intention des intervenants en milieu scolaire.

Les expériences dans les différents pays ont été présentées.

Au Sénégal

Le réseau d'éducation Université Cheikh Amadou Bamba au Sénégal qui est une alternative à l'école classique permettant aux élèves et étudiants issus des daaras d'acquérir le savoir et les savoirs universels. Le premier axe porte ici le qualificatif de sciences islamiques. Il prend essentiellement comme cibles les matières théologiques telles que : les fondements de la jurisprudence, les principes référentiels coraniques de la loi islamique, l'héritage ; le second axe s'oriente vers l'enseignement des langues (l'arabe, le français, l'anglais) et le troisième axe du programme est réservé à la formation professionnelle facilitant ainsi une insertion dans le marché du travail après une formation dans des filières porteuses.

En Côte-d'Ivoire

La constitution d'octobre 2016 institue le caractère inclusif et obligatoire de l'école pour les enfants des deux sexes âgés de 6 à 16 ans.

Ainsi, depuis qu'ils ont pris connaissance et conscience de l'ampleur du phénomène des enfants microbes, qui sont par définition des groupes d'enfants entre 7 et 15 ans livrés à des actes de vandalisme en tout genre. Des mesures urgentes et adéquates doivent être prises pour prendre en charge ces enfants afin qu'ils puissent recevoir une éducation et insérer le tissu social.

Il a été également évoqué la nécessité de mettre en place une ligne verte dédiée à l'écoute de ces jeunes.

Au Niger

A l'instar des autres pays représentés, la population nigérienne est très jeune et majoritairement rurale. Pour cette population jeune, 2 400 000 jeunes sont non scolarisés ou abandonnent précocement l'école (source selon le Ministère de l'Enseignement Professionnel et Technique). Le pays enregistre un taux d'accroissement de 3,9 % et ne parvient pas à faire face à la demande d'éducation par rapport à l'offre.

Le Niger est aussi confronté à plusieurs conflits notamment la Rébellion Touareg et la présence du groupe Boko Haram à l'est du pays.

En termes de perspectives, le Niger entend prendre des mesures pour recadrer les écoles coraniques et s'inspirer des expériences réussies en la matière, et mettre en valeur toutes ces œuvres éducatives à travers les programmes pluriannuels. La vulgarisation des guides à l'intention des décideurs et du personnel enseignant est à recommander avec l'aide des partenaires. L'adoption et la vulgarisation de la LOSEN (Loi d'Orientation du Système Educatif Nigérien), l'autonomisation de la Femme, le dividende démographique pour la maîtrise de la population (au Niger chaque femme a en moyenne 7,6 soit 8 enfants selon l'EDSN 2012), la valorisation de la fonction d'enseignant et les profits qu'offrent les TIC pour encadrer et occuper les jeunes, constituent entre autres des stratégies en faveur de la prévention de l'extrémisme violent. Enfin nous saluons vivement l'avènement de la force Multinationale G5 Sahel pour lutter contre le terrorisme dans le Sahel.

Au Burkina Faso

Depuis quelques années la question des violences en général et de l'extrémisme violent en particulier est devenue une préoccupation du pays. Il est actuellement en phase de reformer les curricula.

Dans cette réforme, toutes les questions liées à la violence et à l'extrémisme violent sont largement prises en compte. Dans le domaine de la formation des enseignants, une réflexion est en cours sur l'introduction d'un module sur la prévention de l'extrémisme violent dans leurs cursus. Il faut noter l'institutionnalisation de l'instruction civique et morale comme discipline entière avec la formation spécifique des enseignants.

Au Mali

Il y a eu trois présentations liées à la situation du Mali. Celles-ci étaient toutes centrées sur la situation qui a prédominé dans le pays pendant la période de la guerre et la présence de personnes liées à l'extrémisme violent et à la radicalisation.

Le Mali prépare actuellement le plan sectoriel de deuxième génération PRODEC 2. Dans ce cadre, le ministère a initié une série d'études, dont une sur la résilience dans le secteur de l'éducation. Dans ce plan sectoriel, un large volet est consacré à l'école en situation d'urgence et la capacité de résilience du système éducatif.

Ainsi l'initiative de la ville de Goundam dans la région de Tombouctou au Mali a été présentée. Madame la Maire a donné un aperçu sur la déscolarisation liée à l'extrémisme violent. Elle a évoqué la nécessité d'impliquer les femmes et les jeunes dans la prévention de la radicalisation et de l'extrémisme violent.

Elle constate également que pour faire face à cette crise les collectivités doivent disposer de plus de compétences et de moyens pour renforcer le développement local.

L'éducation informelle et non formelle doivent faire l'objet d'une attention particulière en vue de prévenir l'extrémisme violent à travers les réformes et mesures nécessaires, en intégrant cette problématique dans des contenus et des programmes spécifiques. Elle constate que dans sa ville, les jeunes vulnérables sont en mesure de rejeter les idéologies violentes si on leur offrait des possibilités de dialogues, de discussions et d'activités économiques comme moyen de prendre la voie de la tolérance, la compréhension et la réconciliation entre les communautés. Des solutions de mise en place d'espace de dialogues intracommunautaires et intercommunautaires seraient efficaces pour sensibiliser les jeunes aux droits de l'homme, à la réconciliation et à la paix. Des formations à visée professionnelle doivent également être mises en place pour régénérer les revenus socioéconomiques des jeunes et des femmes.

Au Libéria

Les représentants du Liberia ont mis l'accent sur l'insuffisance de budget en milieu scolaire. Le Libéria a évoqué l'amélioration du secteur de l'éducation et le renforcement de l'éducation des enseignants, il compte beaucoup sur l'implication des familles pour accompagner les jeunes en situation marginale.

En France

Des échanges ont eu lieu sur les liens entre l'élaboration des politiques et les pratiques éducatives vis-à-vis de la PEV-E à partir des perspectives nationales et mondiales et à la préparation d'une ébauche de feuille de route pays pour l'intégration de la PEV dans les politiques et pratiques éducatives.

La présentation sur le centre de Liaison de l'enseignement et des médias d'information qui, suite aux événements de Charlie Hebdo, a lancé une réflexion approfondie sur la prévention de la violence dans la société et dans l'école en particulier. Ainsi plusieurs dispositions ont été prises pour mettre l'accent sur un pacte citoyen dont les grands enjeux sont la construction du jugement moral et civique chez l'enfant et chez l'individu et sensibiliser les enseignants à cet égard. Il s'agit de renforcer le développement de

l'esprit critique et de la pensée critique ainsi qu'une culture des engagements. Ceci permettra de construire un socle commun de valeur, d'attitude et de construction citoyenne.

De plus, il faut noter que les valeurs de la République française ont été mises au centre des apprentissages. Ces valeurs existaient à travers les programmes mais leurs redéfinitions et leurs adaptations aux contextes actuels étaient indispensables. Des dispositions ont été prises afin de sensibiliser les enseignants et le personnel encadrant. Il s'agissait de construire les bases d'une prise de conscience institutionnelle et sociétale sur la problématique.

Dans la pratique et sur le plan de la formation, ceci a impacté le temps de travail des enseignants pour permettre aux acteurs de l'institution scolaire de partager un espace commun de dialogue avec la communauté à laquelle ils appartiennent.

Des outils pédagogiques utilisés dans les classes ont été présentés ainsi que des fiches pédagogiques qui accompagnent les pratiques en classe de la maternelle à l'université.

5. LES PROCHAINES ÉTAPES

De façon générale, l'atelier international de renforcement des capacités a mobilisé 10 pays qui ont suivi avec engagement et intérêt les travaux en sessions plénières et en ateliers. La qualité des présentations et les différents débats, échanges et contributions pays ont permis de retenir les expériences apprises sur les raisons de la prévention de l'extrémisme violent, une définition de l'extrémisme violent, les caractéristiques que doivent revêtir les réponses éducatives pertinentes et efficaces face à la thématique et enfin, qu'il n'existe aucun profil type. Les caractéristiques doivent s'intégrer dans une approche holistique et intersectorielle car l'éducation ne peut pas lutter à elle seule. Les réponses doivent mobiliser diverses ressources et l'école seule ne suffit pas. L'éducation à travers des formes alternatives : média, réseaux sociaux et toutes les ressources éducatives y compris les ressources endogènes. En outre, si les réponses veulent être efficaces, elles ne doivent pas se limiter à un transfert de connaissance mais il faudra agir sur les valeurs, les attitudes, les croyances et les comportements. Enfin les réponses doivent s'articuler aux objectifs et stratégies d'éducation en cours : éducation à la citoyenneté mondiale, éducation au Développement Durable, éducation civique, éducation de qualité, éducation à la diversité, à la tolérance, à la paix, etc.

Les participants à l'atelier ont préparé par pays les ébauches de feuilles de route qu'ils se sont engagés à approfondir à leur retour au pays et à partager avec les organisateurs et les participants des autres pays.

L'analyse des ébauches de feuilles de route des pays a permis d'identifier les besoins suivants :

1. L'aménagement politique qui permet d'intégrer l'Extrémisme Violent dans les dispositifs juridiques et réglementaires et dans les cadres institutionnels ;
2. Des aménagements curriculaires sur la manière d'intégrer la stratégie de PEV dans les programmes. Des modalités relatives à l'intégration, des approches qui en font une discipline à part ou d'autre d'imprégnation avec une entrée thématique ;
3. Des aménagements pédagogiques pour la mise en place des pédagogies interactives qui permettent l'expression et l'échange, la discussion, l'écoute, le développement de la réflexion critique et la compréhension de l'autre à travers l'utilisation d'un certain nombre de supports tels que les TIC, médias sociaux, etc ;
4. Des aménagements, des environnements d'apprentissage avec l'insuffisance des supports didactiques, des manuels scolaires, la difficulté dans l'utilisation des TIC, les aspects de gouvernance de l'école, de comportement à l'intérieur, de gestion des conflits à l'école et dans les classes ;
5. Des stratégies de ciblage des élèves à risque : comment préparer les enseignants à diagnostiquer les élèves à risque et à avoir des compétences à une éducation spécialisée;

6. Des approches intersectorielles pour la mise en place des dispositifs permettant la coordination de différents secteurs qui n'ont pas l'habitude de travailler ensemble et pour le renforcement des capacités de planification intersectorielle et multisectorielle.

Par conséquent, les défis pour répondre aux besoins sont essentiellement :

1. Promouvoir un engagement plus accentué de l'état par sa volonté politique ;
2. Renforcer les capacités individuelles et institutionnelles à traduire les visions en action sur le terrain ;
3. S'assurer de la disponibilité des ressources supplémentaires pour pouvoir prendre en charge les défis.

A l'issue de l'atelier international de renforcement des capacités des pays de la CEDEAO, les principales recommandations formulées pour la mise en œuvre et la promotion de la PEV portent sur le plaidoyer, le renforcement des capacités, le développement d'outils pédagogiques pour l'enseignement et l'apprentissage, le soutien méthodologique et enfin le renforcement de la coopération régionale et internationale.

Lors de la clôture de l'atelier, les participants se sont engagés à :

- approfondir les feuilles de route ;
- à mutualiser les expériences, notamment à travers le réseautage et la plateforme virtuelle sur la PEV ;
- à s'approprier et adapter les outils pédagogiques et à renforcer le plaidoyer auprès des autorités.

L'UNESCO et l'OIF sont prêts à accompagner les pays pour confronter les défis réels en créant un réseau d'échanges (les représentants présents constituent un noyau), en mettant en place une plateforme d'échanges de bonnes pratiques, un dispositif de suivi-évaluation, en impulsant la dimension politique à travers l'organisation de réunions ministérielles et en favorisant des actions conjointes de recherche action.

ANNEXE 1 : NOTE CONCEPTUELLE



Afrique de l'Ouest et dans le Sahel

Note conceptuelle

9-11 mai 2017

Dakar, Sénégal

Version 21 mars 2017

Contexte

Il est de plus en plus important de prévenir l'extrémisme violent par l'éducation (PEV-E), comme en témoigne la décision du Conseil exécutif de l'UNESCO en 2015, dans laquelle les États membres ont exprimé leur engagement collectif envers la PEV-E et ont demandé à l'UNESCO de soutenir le renforcement des capacités des principales parties prenantes (Décision 197 EX/46), ainsi que la Résolution A/70/L.55 de l'Assemblée générale des Nations Unies du 1^{er} juillet 2016 intitulée « Examen de la Stratégie antiterroriste mondiale des Nations Unies » et le Plan d'action pour la prévention de l'extrémisme violent émis par le Secrétaire Général des NU en 2015.

La Secrétaire Générale de la Francophonie, Madame Michaëlle Jean, accorde une attention particulière à la lutte contre la radicalisation et à la prévention de l'extrémisme violent par l'Éducation en associant les efforts des organisations partenaires pour combattre ce fléau.

L'UNESCO œuvre dans le domaine de la PEV-E en s'inspirant de son engagement de longue date en faveur de la paix et de l'éducation aux droits de l'homme et, plus récemment, à l'éducation à la citoyenneté mondiale (ECM) qui vise à favoriser le respect de tous, à renforcer le sentiment d'appartenance à une humanité commune et à aider les apprenants à devenir des citoyens mondiaux responsables et actifs.

Cet atelier est organisé sur la base d'un partenariat de longue date entre l'UNESCO et l'*Organisation internationale de la Francophonie* (OIF), qui renforce son action sur la PEV, notamment par le biais de la plateforme « *Libres ensemble* », pour permettre aux jeunes de s'exprimer sur la citoyenneté, l'éducation, la liberté, la diversité, le vivre ensemble, également grâce aux médias sociaux, par des activités culturelles, économiques et artistiques.

Le travail de l'UNESCO comprend l'élaboration de ressources éducatives telles que (i) un Guide du personnel enseignant pour la gestion des discussions en classe dans le cadre de la prévention de l'extrémisme violent ; (ii) un Guide politique sur la PVE pour les décideurs de l'éducation, afin de soutenir les efforts nationaux visant à intégrer l'ECM dans leurs systèmes éducatifs ; (iii) un centre d'échange d'informations sur l'ECM, y compris les ressources pertinentes à la PEV-E, hébergé par le Centre Asie-Pacifique d'éducation pour la compréhension internationale sous l'administration de

l'UNESCO (APCEIU).

Ces ressources ont été présentées aux États membres et experts de toutes les régions à l'occasion de la *Conférence internationale sur la Prévention de l'extrémisme violent par l'éducation : Agir* (New Delhi, septembre 2016), organisée avec l'Institut Mahatma Gandhi de l'UNESCO de l'éducation pour la paix et le développement durable (MGIEP). L'Organisation Internationale de la Francophonie a participé et apporté son soutien à cette conférence.

L'atelier régional de renforcement des capacités sur la prévention de l'extrémisme violent par l'éducation, organisé conjointement par l'UNESCO et l'OIF, utilisera principalement des matériels de l'UNESCO et ceux à l'intention des jeunes promus par l'OIF. Cet atelier fait suite à une initiative similaire aux parties prenantes de l'éducation de l'Afrique de l'Est et australe organisée à Addis-Abeba, en février 2017, par l'UNESCO, à travers son Institut international pour le renforcement des capacités en Afrique (IICBA).

Objectif :

Renforcer les capacités des décideurs en matière d'éducation et des formateurs d'enseignants, principalement dans le contexte de l'éducation formelle, mais également impliquer (dans une moindre mesure) ceux qui travaillent dans des contextes éducatifs non formels et informels. Ce renforcement a pour but de concevoir et de mettre en œuvre des politiques pour des pratiques qui contribuera efficacement à la prévention de l'extrémisme violent dans le but de promouvoir une paix durable dans les pays de l'Afrique de l'Ouest et de la région du Sahel.

Objectifs spécifiques :

- Etablir une compréhension commune des concepts clés dans les domaines d'intervention prioritaires concernant la politique de l'éducation, les programmes d'enseignement et la formation des enseignants dans les pays de l'Afrique de l'Ouest et du Sahel ;
- Promouvoir des politiques, des programmes d'enseignement et des approches pédagogiques qui aident à bâtir la résilience des apprenants à l'extrémisme violent et à entretenir une culture de la paix ;
- Créer un réseau de décideurs et de formateurs d'enseignants pour faciliter l'échange continu d'expériences, de leçons et de bonnes pratiques dans la région.

Résultats attendus :

- Les décideurs politiques et les formateurs d'enseignants disposent d'informations pertinentes et des capacités nécessaires pour exploiter pleinement le potentiel de l'éducation en vue de prévenir l'extrémisme violent à travers des réformes et des mesures nécessaires ;
- Les premières feuilles de route nationales sont discutées et décrites pour l'intégration de la prévention de l'extrémisme violent dans les politiques et pratiques éducatives, en commençant par les programmes d'enseignement et la formation des enseignants ;
- Un partenariat et un réseau régionaux sont mis en place pour soutenir l'échange et la mise en œuvre d'activités visant à prévenir l'extrémisme violent par l'éducation.

Méthode :

- Présentations et discussions en plénière ;
- Discussions en petits groupes.

Date et lieu de l'atelier :

L'atelier de formation aura lieu au Bureau de l'UNESCO à Dakar (Sénégal) du 9 au 11 mai 2017.

Portée :

Les présentations et les discussions seront axées sur le niveau pré-universitaire, en particulier l'éducation formelle post-primaire. Toutefois, compte tenu du nombre considérable d'enfants et de jeunes non scolarisés dans la région, des possibilités d'éducation non formelle et même informelle seront évoquées. Des parlementaires et des représentants de la société civile, en particulier des organisations de jeunesse, seront invités pour faire le point sur les possibilités d'éducation non formelle et informelle sur les leviers pour faire avancer la prévention de l'extrémisme violent.

Participants :

Quatre personnes de chaque pays francophone et trois personnes d'autres pays de l'Afrique devraient participer.

Pour chaque pays, les participants comprendront : (i) un haut fonctionnaire (Secrétaire général ou Directeur de cabinet) ; (ii) un directeur ou un haut fonctionnaire chargé de la formation des enseignants ou des programmes d'enseignement ; (iii) un formateur principal d'enseignants et (iv) un parlementaire ou un représentant des organisations de la société civile (pour les pays francophones seulement).

Les participants prépareront, avant leur participation à l'atelier, une note d'information de deux pages sur leur pays, dont les points suivants :

- (i) Brève cartographie des initiatives et des expériences nationales en matière d'intégration de la prévention de l'extrémisme violent dans la politique et les pratiques éducatives ;
- (ii) Exemples de bonnes pratiques/de pratiques éprouvées pour construire la résilience des apprenants face à la violence ;
- (iii) Plans et programmes futurs pour prévenir l'extrémisme violent par l'éducation dans la politique et les pratiques éducatives, dont l'analyse des défis et des opportunités.

Les coûts de l'atelier, y compris l'appui à la participation, seront pris en charge par les organisateurs (UNESCO et OIF).

Pays :

Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Gambie, Guinée-Bissau, Libéria, Mali, Mauritanie, Niger, Sénégal et Sierra Leone (provisoirement).

Langues de travail :

Le français et l'anglais.

Partenaires :

La formation est organisée conjointement par l'UNESCO (Dakar, Paris, IICBA et APCEIU) et l'OIF.

<p>10:30-12:00</p>	<p>1.1. Contexte : les NU, l'UNESCO et la PEV par l'éducation dans le cadre de l'Education à la citoyenneté mondiale (ECM)</p> <p><u>Modérateur</u> : Mamadou Ndoye, Ancien Ministre de l'éducation du Sénégal</p> <ul style="list-style-type: none"> • <i>Normes et instruments normatifs des NU, de l'UNESCO et de la CEDEAO: Akemi Yonemura, UNESCO Dakar.</i> • <i>Situation de la paix et de la sécurité en Afrique de l'Ouest et dans le Sahel : Instabilité, radicalisation et terrorisme dans la région: Moudjib Djinadou, UNOWAS.</i> • <i>Réponses à la radicalisation et à l'extrémisme violent: Julien Savoye, UNODC, Bureau Régional de l'Afrique de l'Ouest et du Centre.</i> 	<p>Panel en plénière (10 min chacun, suivi de discussions, 90 min)</p>
<p>2. COMPRENDRE L'EXTRÉMISME VIOLENT ET LE RÔLE DE L'ÉDUCATION</p> <p>Objectifs :</p> <p>2.1. Définir les concepts clés sur l'extrémisme, l'extrémisme violent, le terrorisme et la radicalisation par les participants, reflétant la complexité de la situation de la région.</p> <p>2.2. Comprendre les facteurs de répulsion et d'attraction et leurs impacts en fonction des exemples de diverses causes d'EV en Afrique de l'Ouest et au Sahel.</p> <p>2.3. Mettre en évidence l'importance de la PEV et le rôle de l'éducation dans le cadre plus large des efforts de prévention.</p>		
<p>12:00-13:00</p>	<p>2.1. Concepts clés (extrémisme, extrémisme violent, terrorisme, radicalisation)</p> <p><u>Modérateurs</u> : Karel Fracapane (Siège de l'UNESCO) et Herman Debarice-Okomba (Centre de Prévention de la radicalisation menant à la violence-CPRMV, Canada)</p>	<p>Session interactive (60 min)</p>
<p>13:00-14:00 Pause déjeuner</p>		
<p>14:00-15:00</p>	<p>2.2. Quelles sont les causes et les effets de l'extrémisme violent (EV) en Afrique de l'Ouest et dans le Sahel ?</p> <p><u>Modérateur</u> : Herman Debarice-Okomba (CPRMV, Canada)</p> <ul style="list-style-type: none"> • <i>Récits de jeunes "djihadistes": Lori-Anne Théroix-Bénoni, Directrice de l'Institut d'Etudes de Sécurité (IES), Bureau de Dakar.</i> • <i>Extrémisme violent au Sahel et dans le Bassin du Lac Tchad : des problèmes d'éducation aux solutions éducatives: Bakary Sambe, Directeur du Timbuktu Institute.</i> 	<p>Panel en plénière (10 min chacun, suivi de discussions) (60 min)</p>

	<ul style="list-style-type: none"> • <i>Etude de cas en Côte d'Ivoire et au Mali: Séverin Kouamé, Interpeace (à distance).</i> 	
15:00-15:45	2.3. Prévenir l'extrémisme violent : réponses éducatives à l'extrémisme violent <u>Modérateur</u> : Azmeraw Eyerusalem, UNESCO-IICBA	Discussion par table (30 min) Débat en plénière (15 min)
15:45-16:00	Pause-café	
	3. PRINCIPALES MESURES ÉDUCATIVES POUR UN ENGAGEMENT EFFICACE Objectifs : 3.1. Présenter les outils clés de PEV développés par l'UNESCO et l'OIF aux décideurs et aux enseignants 3.2. Discuter la pertinence et l'application des outils aux niveaux régional et national	
16:00-17:45	3.1. Outils de PEV-E: <u>Modérateur</u> : Gwang-Chol Chang, UNESCO Dakar <ul style="list-style-type: none"> • <i>Guide pour les décideurs</i> : Karel Fracapane, Siège de l'UNESCO. • <i>L'initiative « Libres Ensemble »</i> : Maïmouna Sissoko Touré et Rennie Yotova (à distance), OIF. 	Séance plénière (présentations suivies de Q&R) (105 min)
18:00	Réception, UNESCO	
10 mai 2017		
09:00-09:10	Synthèse de la première journée Saïp Sy, UNESCO Dakar	Séance plénière (10 min)
09:10-10:45	3.2. Discussion approfondie/Questions & Réponses entre pairs sur la pertinence et l'application des guides pour les décideurs/du personnel enseignant <u>Modérateurs</u> (un des organisateurs et un des pays participants par groupe, à confirmer). <ul style="list-style-type: none"> • Groupe de décideurs/législateurs sur le guide pour les décideurs • Groupe de gestionnaires de l'éducation sur le guide pour les décideurs • Groupe des formateurs d'enseignants sur le guide du personnel enseignant 	Discussions parallèles par groupe (95 min)
10:45-11:00	Pause-café	
11:00-12:00	3.3. Restitution sur 3.2. et Questions & Réponses <u>Modérateur</u> : Herman Deparice-Okomba (CPRMV)	Séance plénière (60 min)

	Rapporteurs pays	
	<p>4. APPROCHES ET PRATIQUES ÉDUCATIVES NOVATRICES</p> <p>Qu'est ce qui marche et pourquoi ?</p> <p><i>Présentations suivies d'une discussion modérée sur les « facteurs de réussite » clés des initiatives et, plus largement, sur les possibilités de mettre à l'échelle les approches efficaces en cours</i></p> <p>Objectifs :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 4.1, 4.2, 4.3.a. Discuter les facteurs de réussite et les leçons tirées des approches et pratiques éducatives novatrices dans l'éducation formelle, non formelle et informelle dans la région. - 4.1, 4.2, 4.3.b. Identifier les possibilités de porter à l'échelle les approches efficaces en cours. - 4.4. Discuter les stratégies de mise en œuvre aux niveaux régional et national sont discutées (questions d'orientation à fournir). - 4.5. Partager les éléments communs et les approches discrétionnaires des perspectives des pays. 	
12:00-13:00	<p>4.1. Approches et pratiques éducatives novatrices : Éducation formelle</p> <p><u>Modérateur</u> : Mamoudu Oumarou, Député national, Président de la Commission des Affaires Sociales et Culturelles, Niger</p> <ul style="list-style-type: none"> • <i>Activités et expériences de l'APCEIU sur l'ECM et sur la PEV</i> : Yangsook Lee, APCEIU. • <i>Etude de cas pays</i> : Côte d'Ivoire. • <i>Expériences et outils au Québec</i> : Siasia Morel, Bureau du Québec à Dakar. 	Présentation en plénière des bonnes pratiques, suivie de discussions (60 min)
13:00-14:00	Pause déjeuner	
14:00-15:00	<p>4.2. Approches et pratiques éducatives innovantes : Éducation Non Formelle (ENF)</p> <p><u>Modérateur</u> : Oumou Sall Seck (Maire de Gondam, Mali)</p> <ul style="list-style-type: none"> • <i>Réseau d'éducation Université Cheikh Amadou Bamba au Sénégal</i> : Serigne Djigal ; • <i>Etude de cas pays</i> : Niger ; • <i>Etude de cas pays</i> : Burkina Faso. 	Présentation en plénière des bonnes pratiques, suivie de discussions (60 min)
15:00-16:00	<p>4.3. Approches et pratiques éducatives innovantes : Éducation informelle</p> <p><u>Modérateur</u> : Marc Pinelli (Réseau Globe Reporters)</p> <ul style="list-style-type: none"> • <i>Mali</i> : Oumou Sall Seck, Maire de Gondam, Mali. • <i>Prévention de l'extrémisme violent par l'approche communautaire au Sénégal</i>: El Hadji Abou Gueye, Coordonnateur de l'INPREV. • <i>Etude de cas pays</i> : Liberia. 	Présentation en plénière des bonnes pratiques, suivie de discussions (60 min)

16:00-16:15	Pause-café	
16:15-17:30	4.4. Débats sur la mise en oeuvre de la PEV-E <u>Modérateurs</u> : (participants pays) <ul style="list-style-type: none"> • Trois groupes francophones. • Un groupe Anglophone. 	Groupes de discussions parallèles (75 min)
19:30	Spectacle de danse coréenne, Théâtre Daniel Sorano (heure de départ : 19:00)	
11 mai 2017		
09:00-09:10	Synthèse de la deuxième journée OIF	Participants (10 min)
09:10-10:10	4.5. Restitution sur 4.4 et discussions <u>Modérateur</u> : participants pays <u>Rapporteurs</u> : participants pays	Présentation en groupe suivi de discussions (60 min)
5 : PROCHAINE ÉTAPE Objectifs : - 5.1. Discuter les liens entre l'élaboration des politiques et les pratiques éducatives vis-à-vis de la PEV-E à partir des perspectives nationales et mondiales. - 5.2. Préparer une ébauche de feuille de route pays pour l'intégration de la PEV dans les politiques et pratiques éducatives.		
10:10-10:30	5.1. Présentation et discussion plénière sur les synergies/interactions entre les processus décisionnels et les pratiques éducatives vers la PEV-E <u>Modérateur</u> : Yahya Zoungana, Président de la Commission, Education, Assemblée Nationale du Burkina Faso <u>Présentations</u> : <ul style="list-style-type: none"> • <i>Etude de cas pays</i> : Mali. 	Séance plénière (20 min)
10:30-10:45	Pause-Café	
10:45-11:30	5.1. Présentation et discussion plénière sur les synergies/interactions entre les processus décisionnels et les pratiques éducatives vers la PEV-E (suite) <u>Modérateur</u> : Yahya Zoungana, Président de la Commission, Education, Assemblée Nationale du Burkina Faso <u>Présentations</u> : <ul style="list-style-type: none"> • <i>Le Centre de Liaison de l'enseignement et des médias d'information – Ministère de l'Education, France</i> : Carole Helpiquet. 	Séance plénière (45 min)

11:30-13:00	<p>5.2. Discussion en plénière et en groupe sur la priorisation dans l'intégration de la PEV-E dans les politiques et dans les pratiques éducatives</p> <p><u>Modérateur</u> : Catherine Collin, UNESCO Dakar</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Domaines d'actions prioritaires? Qu'est-ce qui est faisable ? 2. Modalités de mise en œuvre. 3. Activités prioritaires immédiates. 	Equipe pays (90 min)
13:00-14:00	Pause déjeuner	
14:00-14:45	<p>5.3. Restitution par pays/organisations partenaires</p> <p><u>Modérateur</u> : Gwang-Chol Chang, UNESCO Dakar</p>	Séance plénière (45 min)
CLOTURE		
14:45-15:15	<p>Prochaines étapes et clôture</p> <p><u>Modérateurs</u> : Gwang-Chol Chang, UNESCO Dakar & Mamadou Ndoye.</p> <p><u>Discours de clôture</u> : Aliou Ly, SG Commission Nationale sénégalaise pour l'UNESCO.</p>	(30 min)
15:15-15:45	Pause-Café	

ANNEXE 3 : LISTE DES PARTICIPANTS

	Pays	Nom	Fonction	Organisation
1	Burkina Faso	SAWADOGO Somdouda	Maître de conférences, chef du Centre des TIC et FOAD de l'Institut des Sciences (IDS)	Ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique et de l'Innovation
2	Burkina Faso	LOMPO Dougoudia Joseph	Maître Assistant en Sciences de l'Éducation, Directeur de l'ENS/UK	Ecole Normale Supérieure de l'Université de Kédougou
3	Burkina Faso	ZOUNGRANA Yahya	Président de la commission de l'Éducation	Assemblée nationale du Burkina Faso, Ouagadougou
4	Cote d'Ivoire	KOUAKOUSSUI Jean Baptiste Kouakou	Inspecteur Général de l'Éducation	Ministère de l'Éducation
5	Cote d'Ivoire	SILUE Nanzouan	Directeur de la Pédagogie et de la Formation	Ministère de l'Éducation
6	Cote d'Ivoire	ROBALE Kagohi	Inspecteur Général de l'orientation	Commission nationale ivoirienne pour l'UNESCO
7	Gambie	BAH Sheikh Tijan	Deputy Permanent Secretary	Ministère de l'Éducation primaire et secondaire Gambie
8	Gambie	JENG Momodou	Head of In-service Training Unit	Ministère de l'Éducation primaire et secondaire Gambie
9	Gambie	NDOW Isatou	Head of school	Gambia College - School of Education
10	Guinée Bissau	SANTOS BA Marcelina	Directeur de cabinet du Ministre	Ministère de l'Éducation Guinée Bissau
11	Guinée Bissau	SOARES DA GAMA Miguel Lisandro	Directeur Général de l'Ecole Normale Supérieure	Ministère de l'Éducation
12	Guinée Bissau	BATCHA Armando	Responsable pédagogique à l'Ecole Normale Supérieure	Ministère de l'Éducation
13	Liberia	HARE, Jr. Sam E.	Secrétaire Général	Liberian National Commission for UNESCO
14	Libéria	HERRING MENSAH Madia	Executive Director Center for Curriculum Development and text books research	Minister of education Liberia
15	Libéria	REEVES Cecelia	County Education Officer Montserrado County	Minister of education Liberia
16	Mali	NIAMBELE Issiaka	Enseignant	Ministère de l'Éducation Nationale Mali

17	Mali	KEITA Mamadou	Professeur d'université	Ministère de l'Éducation Nationale Mali
18	Mali	SANGARE Siaka	Député	Assemblée Nationale du Mali, Bagdadji, Bamako
19	Mauritanie	Ghadi EL ADIL Mahmouden	Conseiller du ministre chargé des programmes	Ministère de l'Éducation Nationale
20	Mauritanie	Ba DIADIE	DRH Chargé de la formation continue	Ministère de l'Éducation Nationale
21	Mauritanie	Zeinebou MINT CHEIKH	Directrice adjoint de la direction des stratégies, de la programmation et de la coopération (DSPC)	Ministère de l'Éducation Nationale
22	Niger	ANOUNOU Yacoubou ELHADJI	Secrétaire général	Ministère de l'Éducation Nationale
23	Niger	OUMAROU Mamoudou	Député National	Assemblée Nationale Niger
24	Niger	GARBA Nahantchi	DCRELN	Ministère de l'Éducation Nationale
25	Sierra Leone	CONTEH Allieu B	Deputy Secretary	Ministry of education, science and technological
26	Sierra Leone	WILLIAMS Horatio Nelson	Executive Secretary	Basic education commission, Ministry of Education
27	Sierra Leone	MORRISON Ophelia	Chairperson	Conference of principals of secondary schools
28	Expert/Société Civile/Autres	DEPARICE-OKOMBO Herman	Directeur Général	Centre de Prévention de la radicalisation menant à la violence (CPRMV)
29	Expert/Société Civile/Autres	SALL SECK Oumou	Maire de Goundam	Ministère de la décentralisation et de la
30	Expert/Société Civile/Autres	DJIGAL Serigne	Secrétaire Général réseau UCAB	Réseau UCAB Sénégal
31	Expert/Société Civile/Autres	EPOUBE Née Eyoun Lydienne	Député	Assemblée Nationale Caméroun
32	Expert/Société Civile/Autres	PINELLI Marc	Journaliste	Association Globe-Reporters
33	Expert/Société Civile/Autres	SLOANE Leconte	Consultant/chercheur paix et sécurité	
34	Expert/Société Civile/Autres	GUEYE El Hadji Abou	Coordonnateur	Initiative nationale de prévention de la radicalisation et de l'extrémisme violent chez les jeunes (INPREV)

35	Expert/Société Civile/Autres	HELPIQUET Carole	Responsable éducation aux médias	Centre de l'Éducation aux médias et à l'Information (CLEMI)
36	Expert/Société Civile/Autres	SAVOYE Julien	Program Officer, Counter-Terrorism Team	UNODC Regional Office for West and Central Africa
37	Expert/Société Civile/Autres	SYLLA Abibatou	Chef de division	Commission nationale sénégalaise pour l'UNESCO
38	Expert/Société Civile/Autres	GOMAY PETTRY Jean Richard	Directeur de Cabinet du MENESRS	Ministère de l'Éducation
39	Expert/Société Civile/Autres	WADE Awa	Inspectrice de l'Éducation	Comité syndical francophonie de l'éducation
40	Expert/Société Civile/Autres	BOLLY Madina	Spécialiste de programme	Institut de l'UNESCO pour l'apprentissage tout au long de la vie (UIL)
41	Expert/Société Civile/Autres	SITI Insiana	Chercheur	ED JPEG UCAD
42	Expert/Société Civile/Autres	DIOP Moussa	Président local	Jeune chambre internationale JCI
43	Expert/Société Civile/Autres	NGEFA .A. Andali Guillaume	Représentant Haut Commissaire aux DH	MINUSMA/OHCHR
44	Organisateur	FRACAPANE Karel	Senior Project Officer	UNESCO HQ
45	Organisateur	CHANG Gwang-Chol	DIR, a.i.	UNESCO Dakar
46	Organisateur	YONEMURA Akemi		UNESCO Dakar
47	Organisateur	SY Saip		UNESCO Dakar
48	Organisateur	COLLIN Catherine		UNESCO Dakar
49	Organisateur	BADINI Stefano		UNESCO Dakar
50	Organisateur	NIATI Binda		UNESCO Dakar
51	Organisateur	DIENG Dame		UNESCO Dakar
52	Organisateur	NGANGA Gracia Eloge		UNESCO Dakar
53	Organisateur	LEE Yangsook	APCEIU	APCEIU
54	Organisateur	AZMERAW Eyerusalem	Focal person for PVE	IICBA

55	Organisateur	KONATE Mohamed	Représentant du Directeur de l'Institut de la Francophonie pour l'Education et la Formation	OIF
56	Organisateur	TOURE Maïmouna Sissoko		OIF
57	Organisateur	DOGAN Vicky A.		OIF Togo



Organisation
des Nations Unies
pour l'éducation,
la science et la culture

Bureau Régional Multisectoriel de
l'UNESCO
pour l'Afrique de l'Ouest (Sahel)
Route de la plage de Ngor
BP 3311-Dakar, Sénégal
Tel: +221 33 864 96 00
www.unesco.org/education